

Conformément à notre position à la conférence de Lagos en janvier et dont le premier ministre a déjà fait rapport à la Chambre, et à la lumière des nouvelles mesures prises par la Grande-Bretagne dimanche dernier, je suis maintenant en mesure d'informer la Chambre que le gouvernement canadien a décidé de consolider et d'étendre ses mesures économiques contre la Rhodésie en imposant un embargo total sur les importations et les exportations, sauf certaines exceptions limitées.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Quelles ont été jusqu'ici les exceptions?

**L'hon. M. Martin:** Si mon très honorable ami veut bien me laisser finir, je les lui donnerai.

On continuera d'étudier les demandes de permis d'exportation de nourriture, de médicaments et autres marchandises devant servir à des fins humanitaires et de marchandises pour les besoins essentiels des chemins de fer de la Rhodésie et de l'Afrique centrale et de la *Central African Power Corporation*, qu'exploitent conjointement la Zambie et la Rhodésie.

Ces nouvelles mesures sont une preuve tangible de notre appui ferme et constant, de concert avec nos associés dans le Commonwealth et avec d'autres pays, des efforts déployés pour mettre fin sans tarder à la situation illégale qui se poursuit en Rhodésie. Nous restons en consultation étroite avec le gouvernement britannique, les États-Unis et d'autres pays qui ont pris des sanctions économiques contre la Rhodésie, et nous estimons que notre intervention et les mesures semblables prises par d'autres pays aideront considérablement à mettre fin au régime illégal de la Rhodésie.

J'aimerais maintenant m'occuper immédiatement de la question posée il y a un moment par le chef de l'opposition. Je parlerai d'abord de la situation antérieure à la décision que je viens d'annoncer.

L'embargo imposé à la Rhodésie à l'égard du sucre, du tabac, du ferro-chrome, des minerais et des concentrés de chrome, de l'amiante et des viandes en conserve, frappe quelque 90 p. 100 des articles importés traditionnellement de la Rhodésie par le Canada, d'après les données statistiques des échanges commerciaux pour 1964, alors que le total des importations canadiennes de ce pays s'élevait à 4.3 millions de dollars. Les produits non visés par notre embargo actuel—c'est-à-dire à compter d'hier—ne comprennent que des petites quantités de haricots verts, d'huile de citron et d'orange, d'appareils électriques, de vêtements, de cacahuètes vertes, de denrées alimentaires, de machines et de pièces.

[L'hon. M. Martin.]

En imposant un embargo sur les importations de la Rhodésie, nous avons cherché, comme les Britanniques, à frapper les exportations les plus importantes de la Rhodésie. Avant l'annonce, dimanche, des nouvelles mesures britanniques comportant un embargo frappant tous les échanges commerciaux de la Rhodésie, l'embargo britannique visait quelque 95 p. 100 de toutes les importations britanniques.

Quant aux exportations, avant l'annonce d'aujourd'hui, les interdictions frappaient le pétrole et ses produits, les armes, les munitions et le matériel de guerre. L'interdiction visant le pétrole et les produits était surtout, je le répète, une mesure de précaution puisque nous n'en exportons pas habituellement à la Rhodésie. La valeur de nos exportations globales à la Rhodésie en 1964 n'a atteint que 3.1 millions de dollars.

**M. Nesbitt:** Monsieur le président, je remercie le ministre de sa déclaration sur la Rhodésie. Dans quelques instants je traiterai en détail de ses remarques et de certains aspects de cette question. D'ici là, j'aimerais signaler une ou deux choses à l'attention du comité, ce que je fais sans plus tarder.

La première concerne Sa Majesté. Vous trouverez peut-être étrange que je parle ici de Sa Majesté, mais puisque mes remarques intéressent d'autres membres du Commonwealth, il me semble qu'il convient d'en parler dans cette enceinte.

• (3.30 p.m.)

Comme tout le monde le sait, le Commonwealth est divisé en deux groupes: les pays qui reconnaissent Sa Majesté comme chef de leur gouvernement et ceux qui sont constitués en républiques, mais qui sont néanmoins membres du Commonwealth. En outre, il y a l'État de Malaysia qui est une monarchie élective et distincte. Les pays qui reconnaissent la Reine comme chef du Commonwealth sont: le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, Trinidad et Tobago, la Jamaïque, Ceylan, la Sierra Leone, Malte, la Gambie et le Malawi. Les pays qui ne la reconnaissent pas sont: l'Inde, le Pakistan, le Kenya, la Tanzanie, le Ghana, Chypre, Singapour, l'Ouganda, la Zambie et le Nigéria.

Si le Canada doit continuer à être une monarchie constitutionnelle, comme je le souhaite ardemment, nous devons nous mettre à jour. Bien que Sa Majesté soit venue au Canada en de nombreuses et heureuses occasions, il reste qu'elle a presque toujours fait des visites très fatigantes, et je ne crois pas